

Macron et le pacte de corruption



Macron jouant au foot, Macron faisant la fête avec des footballeurs, Macron versant des larmes lors de l'hommage à Hubert Germain, Macron plaisantant avec Carlito et MacFly... Derrière l'image lisse et sympathique qu'essaient de nous imposer les médias, se cache peut être un personnage un peu moins recommandable, un délinquant en col blanc.



De quoi est accusé précisément Macron? Il est accusé d'avoir vendu des entreprises stratégiques afin de financer sa

campagne électorale, en favorisant de riches et influents amis. L'accusation est terrible !

Pour reprendre le mot d'Eric Zemmour, du temps du Général, pour ce crime, *Macron aurait risqué le peloton d'exécution, traître à sa patrie.*

Est-ce une première ? C'est hélas une triste habitude que de financer sa campagne électorale avec de l'argent public. Le journaliste Denis Robert avait dénoncé dans le livre *Les prédateurs* les conditions de la cession de Gaz de France. Sarko avait privilégié les milliardaires belge et canadien, Albert Frère et Paul Desmarais, pour être les heureux bénéficiaires de cette privatisation, personnalités douteuses que l'on retrouvait le soir de l'élection de Sarko, festoyant au Fouquet's... Une campagne coûte cher, très cher...

Macron a-t-il compris la leçon? Pendant son passage à l'Élysée, en tant que secrétaire et ministre, il n'y a jamais eu autant de fusions acquisitions : Alstom vendu à l'américain General Electric, Alcatel à Nokia, Lafarge à Holcim et Tecnip à FMC... Quand on sait que Macron a occupé à la banque Rothschild le poste très lucratif de banquier chargé de fusions acquisitions, nous ne pouvons que déplorer qu'il ait utilisé son *savoir-faire* dans ses fonctions ministérielles.

Les banquiers sont rarement de bons samaritains, *mais ceux chargés des fusions acquisitions sont les pires*, m'a confié un dirigeant d'un groupe financier. Il faut savoir mentir, être sans foi ni loi. Généralement, ces jeunes loups ne restent pas longtemps dans leur poste, pour plusieurs raisons, mais la principale qui est paradoxale, c'est que les banques se débarrassent rapidement de ces types qui ont réalisé des négociations sans toutes les garanties *d'honnêteté*! En effet, pour aboutir à la signature du contrat, il faut non seulement savoir séduire, *faire la pute* comme disait élégamment Alain Minc, mais il faut aussi jongler avec les commissions, la corruption, les dessous de table, les promesses; bref, être

un pro du trafic d'influence. Quand les autorités de régulation mettent le nez dans ces affaires, cela débouche systématiquement sur des scandales, comme le dernier en date, l'affaire Pégasus. Mais il y a moins de risques quand c'est une société appartenant au domaine stratégique public, puisque c'est couvert par le pouvoir étatique! Et dire que Hollande avait juré que son ennemi était la Finance! Qui choisit-il comme ministre de l'économie? Un ancien banquier chargé des fusions acquisitions! Le *Don Juan socialiste* aimait se foutre de la gueule des Français, ces sans-dents, et il a couvert son ministre Macron, son fils spirituel, pour éviter que le scandale ne l'éclabousse.

Macron a acquis pendant son passage dans la banque toutes les ficelles de la corruption internationale, celles qui lui permettaient de financer sa campagne électorale, son *trésor de guerre*, comme il l'aime à l'appeler. Le montant des commissions est astronomique, Davet et Lhomme évoquent plus de 265 millions d'euros du côté français et certainement la même somme du côté américain, ces commissions (*success fees*) servaient à rémunérer les intermédiaires. 530 millions d'euros? Combien Macron a-t-il touché sur cette somme ? Sur quels comptes? A-t-il reçu des retours durant sa campagne électorale ?

Le député LR Olivier Marleix témoigne: « *Je suis assez stupéfait de trouver dans la liste de donateurs et des noms qui sont ceux que je trouve dans la colonne des gens ayant eu des « success fees » dans cette affaire Alstom !* » Tout y est: prise illégale d'intérêt, trafic d'influence, pacte de corruption. Mais le dossier devient accablant quand on découvre que Julien Denormandie, chargé de ce projet Alstom, était directeur de cabinet de Macron au ministère, et qu'il devint en 2017 président de la campagne de financement de Macron à l'élection présidentielle . Manifestement, Julien Denormandie connaissait les gens qui pouvaient être les plus gros donateurs, et qui n'avaient rien à refuser à Macron, un

retour sur investissement en somme.

L'affaire est d'une extrême gravité, oui, le candidat Macron est accusé d'avoir financé sa campagne électorale avec la vente d'Alstom. Anticor et Marleix ont porté le dossier devant la justice, le PNF (Parquet national financier), sur les infractions suivantes: corruption d'agent public étranger, corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts.

Or la justice, si diligente sur les adversaires politiques (Fillon, Le Pen et autres), laisse le dossier pourrir depuis deux ans!

Mais comment pourrait-on s'en étonner ? Rémy Heitz, procureur de Paris a été imposé par Macron, contre toutes les procédures habituelles et démocratiques, un fait du prince qui rappelle les pires pratiques des régimes totalitaires.

Dès lors, on ne s'étonne pas que le parquet refuse de communiquer avec les journalistes de l'avancement du dossier, que rien ne filtre dans la presse, et que l'Élysée s'abstienne de tous commentaires. Et cerise sur le gâteau, c'est Dupont-Moretti, l'avocat du grand banditisme, qui est le garde des Sceaux! Une obstruction généralisée et organisée par le pouvoir ? Cela y ressemble fort !

Voilà, nous sommes en présence d'un scandale XXL au cœur de l'exécutif, bien étouffé par la Macronie. Mais on comprend mieux également pourquoi Macron a supprimé L'ISF, quand on sait que tous ces généreux donateurs de sa campagne le payaient ! La corruption est un circuit sur lequel tourne en rond les mêmes personnages, dans un échange permanent de bons services ! A quand la Justice pour court-circuiter ces pratiques criminelles ?

Marquis de Dreslincourt